

La Suisse est-elle passée à côté d'un «deal» à 10% avec les Etats-Unis?

TAXES Alors que le Conseil fédéral veut parvenir à un accord formel sur les droits de douane avec les Etats-Unis, le conseiller national Franz Grüter l'accuse d'avoir raté en mai la conclusion d'un accord plus avantageux

LE TEMPS

«En mai, le Conseil fédéral a manqué l'occasion de saisir la fenêtre d'opportunité.» Voilà en substance le reproche adressé ce dimanche au gouvernement par le conseiller national Franz Grüter (UDC/LU) dans la *SonntagsZeitung*. Objet de son courroux: les informations selon lesquelles le Conseil fédéral aurait manqué de conclure un accord avantageux – à travers des taxes douanières de 10% avec les Etats-Unis – au mois de mai.

Si les spéculations entourant un premier projet d'accord entre la Suisse et le président américain au printemps ne sont pas nouvelles, elles ont été relancées vendredi par l'entrepreneur Alfred Gantner – cofondateur de Partners Group et parmi les six chefs d'entreprise helvétiques à avoir été reçus le 4 novembre par Donald Trump à la Maison-Blanche – dans une interview qu'il a accordée aux journaux Tamedia.

Une annonce à Davos?

«Selon mes informations venant des Etats-Unis, déclare ainsi le milliardaire, Helene Budliger Artieda [cheffe du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), ndlr] était à Washington dès avril et avait négocié un projet presque final avec des droits de douane à 10%, à l'instar du Royaume-Uni. Les Britanniques ont conclu leur accord. Le Conseil fédéral aurait pu faire de même dès mai.»

C'est donc aujourd'hui Franz Grüter qui enfonce le clou. En



«Certains parlementaires ont tenté de saboter l'accord avec les Etats-Unis avec des intentions cachées»

FRANZ GRÜTER, CONSEILLER NATIONAL (UDC/LU)

marge de sa critique du Conseil fédéral, le Lucernois accuse également dans la presse alémanique des membres du Conseil national d'avoir voulu faire échouer les négociations entre Berne et Washington, afin de favoriser le resserrement des liens avec l'Union européenne (UE): «Certains parlementaires ont tenté de saboter l'accord avec les Etats-Unis avec des intentions cachées.»

Selon lui, la gauche aurait même exigé que la Confédération soumette son accord avec les Etats-Unis à la consultation de l'UE. Ces propos font écho à la thèse – relayée dès le mois d'août par les magazines *Weltwoche* et *Nebelspalter* – affirmant que le conseiller fédéral Beat Jans (PS/BS) aurait plaidé en début d'année au sein du gouvernement pour que la Suisse prenne position contre Donald Trump et s'approche de l'UE pour esquisser des contre-mesures à la

suite de l'annonce de taxes américaines «punitives».

Après la signature d'une déclaration d'intention ramenant les taxes douanières américaines de 39% à 15%, l'agitation des milieux politiques gagne aujourd'hui la Commission de gestion du Conseil des Etats (CdG). Celle-ci souhaite poursuivre son examen de l'accord sur les droits de douane, rapporte ce dimanche le *SonntagsBlick*.

Active depuis juin, la commission a étendu ses travaux à la période allant du 7 août au 14 novembre 2025. Cette extension va permettre lors des prochaines auditions d'aborder d'autres questions relatives à la conduite des discussions par les autorités fédérales et de demander des documents à ce sujet, notamment sur la réunion dans le Bureau ovale entre une délégation économique suisse et le président américain, Donald Trump, explique dans le journal un membre de la CdG.

Parallèlement, le Conseil fédéral veut consulter les commissions de politique extérieure avant la fin de la session parlementaire d'hiver – qui débute lundi – au sujet du mandat de négociations avec les Etats-Unis entourant les droits de douane, explique la *SonntagsZeitung*. La commission du Conseil national doit se réunir à cet effet le 15 décembre lors d'une séance extraordinaire, confirment plusieurs sources dans le média alémanique. Les cantons pourront également prendre position avant que le gouvernement n'adopte le mandat définitif. Le but est que le conseiller fédéral Guy Parmelin puisse annoncer le début des négociations au président américain, Donald Trump, en janvier prochain lors du Forum économique mondial (WEF) à Davos (GR). ■